

Rejet de la fusion Alstom/Siemens : l'UE doit soutenir l'industrie des équipements ferroviaires

(Date : 06 février 2019)

Le veto de la Commission européenne à la fusion des activités de transport de Alstom et Siemens Mobility met en évidence combien il est urgent que les décideurs politiques de l'UE proposent un plan industriel ambitieux pour l'industrie des équipements ferroviaires en Europe. Aujourd'hui plus que jamais, lancer un débat sur les règles européennes de la concurrence doit être une priorité de l'agenda politique de l'UE.

« Depuis plus d'un an, industriAll Europe soutient les travailleurs et les syndicats d'Alstom et de Siemens Mobility dans leurs multiples actions – dont une grande journée d'action européenne en mai 2018 – visant à garantir l'avenir de leurs emplois et de leurs sites dans toute l'Europe », a déclaré Luc Triangle, Secrétaire général d'industriAll Europe. À la suite de la décision rendue aujourd'hui par la Commission européenne de retoquer la fusion, industriAll Europe rappelle que les syndicats sont plus que jamais résolus à défendre un secteur durable et prospère dans lequel l'Europe joue un rôle clé au niveau mondial et qui contribue à des créations d'emplois et au développement industriel ».

L'industrie ferroviaire européenne est un élément stratégique du tissu de l'Europe et fournit des solutions pour beaucoup de nos grands enjeux sociaux tels que la mobilité, le changement climatique, l'efficacité énergétique, le changement démographique et l'urbanisation. Notre industrie des équipements ferroviaires a occupé une position de leader sur la scène internationale grâce aux technologies de pointe que les travailleurs de l'industrie ont développées sur des années d'expérience. Si les entreprises européennes de l'industrie de l'équipement ferroviaire veulent conserver leur leadership sur le marché et être prêtes à faire face aux nombreuses transformations qui les attendent, telles que la numérisation, leur capacité à développer des technologies innovantes en s'appuyant sur des travailleurs qualifiés doit être garantie.

« Disons-le une fois de plus très clairement : il est temps que les décideurs politiques de l'UE mènent une politique industrielle solide qui soutient la compétitivité et les perspectives de développement à long-terme de l'industrie des équipements ferroviaires en Europe. L'avenir du secteur repose exclusivement sur des plans d'investissements ambitieux, la garantie des capacités d'innovation et le développement des qualifications des travailleurs afin d'exploiter au mieux un marché à forte croissance. Nous espérons que le groupe d'experts sur le secteur des équipements ferroviaires, qui a été mis en place par la Commission européenne l'année dernière et dont industriAll Europe fait partie, proposera bientôt un plan d'action ambitieux pour le secteur » a souligné Luc Triangle.

La décision de la Commissaire Vestager a fait s'élever de nombreuses voix réclamant une réflexion profonde sur les règles de l'UE sur la concurrence qui, souvent, ne sont plus adaptées à la réalité dans laquelle nos entreprises européennes prospèrent, pas uniquement au sein des frontières de l'UE, mais aussi sur les marchés mondiaux. IndustriAll Europe considère qu'il est grand temps

Communiqué de Presse

d'entamer cette réflexion. Les règles de la concurrence datent du siècle dernier. Les entreprises européennes doivent créer des emplois de qualité sur le marché mondial du 21^{ème} siècle, et c'est dans ce contexte qu'il est urgent de mener ce débat », a affirmé Luc Triangle. « Toutefois, une révision ne signifie pas la fin de toutes les règles, et les syndicats s'opposeront à toute tentative de déréglementation. Nous avons besoin d'un cadre réglementaire en Europe, qui ne protège pas seulement les intérêts des consommateurs européens mais aussi et avant tout qui prend pleinement en compte ceux des travailleurs et des industries de l'Europe ».

Pour plus d'informations, merci de contacter :

Aline Conchon, aline.conchon@industrial-europe.eu, +32 22 26 00 54

IndustriAll Europe représente la voix de 7 millions d'hommes et de femmes travaillant à travers les chaînes d'approvisionnement des secteurs manufacturier, minier et énergétique en Europe. Notre volonté est de protéger et promouvoir les droits des travailleurs. Notre fédération européenne regroupe 181 organisations syndicales dans 38 pays européens. Notre objectif est d'être un acteur puissant dans le domaine de la politique européenne vis-à-vis des entreprises européennes, des industries européennes, des associations d'employeurs et des institutions européennes.